

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 mei 1999,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 C. van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van de « O.N.E. » wordt gewijzigd als volgt :

C. Medisch-pedagogisch Instituut

	Categorie	Kwalificatie groep	Aantal
<u>NIVEAU 1</u>			
Attaché of eerstaanwendend attaché (1) (2)	Administratief	1	1
<u>NIVEAU 2+</u>			
Eerste gegradueerde	Gespecialiseerd	3	1
Eerste gegradueerde	Gespecialiseerd	2	1
Hoofdverpleger/-verpleegster (2)	Gespecialiseerd	3	1
Gegradueerde of eerstaanwendend gegradueerde (1) (2)	Gespecialiseerd	3	6
Gegradueerde of eerstaanwendend gegradueerde (1) (2)	Gespecialiseerd	2	10
<u>NIVEAU 2</u>			
Eerste assistent	Administratief	1	1
Eerste assistent	Gespecialiseerd	2	1
Onderbureauchef (2)	Administratief	1	1
Assistent of eerstaanwendend assistent (1) (2)	Administratief	1	1
Assistent of eerstaanwendend assistent (1) (2)	Gespecialiseerd	2	4
<u>NIVEAU 3</u>			
Eerste adjunct	Gespecialiseerd	1	2
Adjunct of eerstaanwendend adjunct (1) (2)	Gespecialiseerd	1	14
<u>NIVEAU 4</u>			
Eerste beambte	Technisch	2	1
Eerste beambte	Technisch	1	1
Beambte of eerstaanwendend beambte (1) (2)	Technisch	2	6
Beambte of eerstaanwendend beambte (1) (2)	Technisch	1	8

(1) Toepassing van het beginsel van de vlakke loopbaan

(2) Uitdovende betrekkingen

Art. 2. De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het Kinderwelzijn behoort, en de Minister van Ambtenarenzaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 juni 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 99 — 3211

[C - 99/29523]

18 JUIJN 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant désignation pour l'Office de la Naissance et de l'Enfance des supérieurs hiérarchiques compétents pour l'évaluation, le stage et le régime disciplinaire en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E), tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française, notamment les articles 23, 87, 88, 90 et 103 tel que rendu applicable à l'Office de la Naissance et de l'Enfance par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure à l'Office de la Naissance et de l'Enfance, notamment l'article 6;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 16 septembre 1998;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation du secteur XVII, donné le 5 mai 1999;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 27 mai 1999;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, ayant l'enfance dans ses attributions et du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 7 juin 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. Sans préjudice de l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 1997 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les Services du Gouvernement de la Communauté française tel que rendu applicable à l'Office de la Naissance et de l'Enfance par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure à l'Office de la Naissance et de l'Enfance, les agents figurant au tableau annexé au présent arrêté sont désignés en qualité de supérieurs hiérarchiques compétents pour l'évaluation, le stage et le régime disciplinaire en application des articles 23, 87, 88, 90 et 103 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française tel que rendu applicable à l'Office de la Naissance et de l'Enfance par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 3. La Ministre-Présidente, ayant l'enfance dans ses attributions et le Ministre de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 juin 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction Publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe

<p>I. Evaluation</p> <p>Agent soumis à l'évaluation</p> <p>1° agent titulaire d'un grade de rang 12</p> <p>2° agent titulaire d'un grade de rang 10 ou 11</p> <p>3° agent titulaire d'un grade de rang 27</p> <p>4° agent titulaire d'un grade de rang 25 ou 26</p> <p>5° agent titulaire d'un grade de rang 22</p>	<p>Supérieur hiérarchique immédiat et supérieur hiérarchique immédiat de rang 12 au moins compétents en application des articles 87, 88 et 90 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française tel que rendu applicable à l'ONE par l'arrêté du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance</p> <p>1° les 2 fonctionnaires généraux sous l'autorité effective desquels l'agent est le plus directement placé.</p> <p>2° l'agent titulaire d'un grade de rang 12 au moins sous l'autorité directe duquel l'agent à évaluer se trouve suivant la structure du service où il est affecté et le fonctionnaire général d'un rang supérieur au grade dont est titulaire le supérieur hiérarchique immédiat et dont l'agent à évaluer dépend le plus directement</p> <p>3° l'agent titulaire d'un grade de niveau 1 sous l'autorité directe duquel l'agent à évaluer se trouve suivant la structure du service où il est affecté et l'agent titulaire d'un grade de rang 12 au moins, supérieur au grade dont est titulaire le supérieur hiérarchique immédiat, et dont l'agent à évaluer dépend le plus directement</p> <p>4° l'agent titulaire d'un grade de rang 27 ou, à défaut, d'un grade de niveau 1 sous l'autorité directe duquel l'agent à évaluer se trouve suivant la structure du service où il est affecté et l'agent titulaire d'un grade de rang 12 au moins, supérieur au grade dont est titulaire le supérieur hiérarchique immédiat, et dont l'agent à évaluer dépend le plus directement</p> <p>5° l'agent titulaire d'un grade de rang 27 ou, à défaut, d'un grade de niveau 1 sous l'autorité directe duquel l'agent à évaluer se trouve suivant la structure du service où il est affecté et l'agent titulaire d'un grade de rang 12 au moins, supérieur au grade dont est titulaire le supérieur hiérarchique immédiat, et dont l'agent à évaluer dépend le plus directement</p>
---	--

6° agent titulaire d'un grade de niveau 3 ou 4 ou d'un grade de rang 20 ou 21	6° l'agent titulaire d'un grade de rang 22 ou, à défaut, d'un grade de rang 27 ou de niveau 1 sous l'autorité directe duquel l'agent à évaluer se trouve suivant la structure du service où il est affecté et l'agent titulaire d'un grade de rang 12 au moins, supérieur au grade dont est titulaire le supérieur hiérarchique immédiat, et dont l'agent à évaluer dépend le plus directement
II. Stage Stagiaire	Supérieur hiérarchique compétent en application de l'article 23 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française tel que rendu applicable à l'O.N.E par l'arrêté du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance
1° candidat de niveau 1 ou 2+	1° l'agent titulaire d'un grade de rang 15 au moins sous l'autorité directe duquel le stagiaire se trouve
2° candidat au niveau 2, 3 ou 4	2° l'agent titulaire d'un grade de rang 22 ou, à défaut, d'un grade de rang 27 ou de niveau 1 sous l'autorité directe duquel le stagiaire se trouve
III. Régime disciplinaire Agent soumis au régime disciplinaire	Supérieur hiérarchique compétent en application de l'article 103 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française tel que rendu applicable à l'ONE par l'arrêté du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance
1° agent titulaire d'un grade de rang 12, 15 ou 16	1° le fonctionnaire général sous l'autorité duquel se trouve l'agent concerné
2° agent titulaire d'un grade de niveau 2+, 2, 3 ou 4 ou d'un grade de rang 10 ou 11	2° l'agent titulaire d'un grade de rang 12 au moins dont l'agent dépend le plus directement

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté Française du 18 juin 1999 portant désignation pour l'Office de la Naissance et de l'Enfance des supérieurs hiérarchiques compétents pour l'évaluation, le stage et le régime disciplinaire en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté Française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction Publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 99 — 3211

[99/29523]

18 JUNI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot aanwijzing, voor de « Office de la Naissance et de l'Enfance », van de hiërarchische meerderen bevoegd inzake evaluatie, stage en tuchtregeling met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 houdende bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1996;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 23, 87, 88, 90 en 103, zoals het op de « Office de la Naissance et de l'Enfance » van toepassing werd verklaard bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 betreffende de uitoefening van een hoger ambt bij de « Office de la Naissance et de l'Enfance », inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 16 september 1998;

Gelet op het gemotiveerd advies van de Hoge Overlegraad van Sector XVII, gegeven op 5 mei 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 27 mei 1999;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitster, tot wier bevoegdheid het Kinderwelzijn behoort, en van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 juni 1999,

Besluit :

Artikel 1. Onverminderd artikel 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 1997 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals het op de "Office de la Naissance et de l'Enfance" van toepassing werd verklaard bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 betreffende de uitoefening van een hoger ambt bij de "Office de la Naissance et de l'Enfance", worden de ambtenaren vermeld op de lijst als bijlage bij dit besluit aangesteld als hiërarchische meerderen bevoegd inzake evaluatie, stage en Luchtregeling, met toepassing van de artikelen 23, 87, 88, 90 en 103 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals het op de « Office de la Naissance et de l'Enfance » van toepassing werd verklaard bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 3. De Minister-Voorzitster, tot wier bevoegdheid het Kinderwelzijn behoort, en de Minister van Ambtenarenzaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 juni 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage

<p>I. Evaluatie</p> <p>Ambtenaar onderworpen aan de evaluatie</p> <p>1° ambtenaar titularis van een graad van rang 12</p> <p>2° ambtenaar titularis van een graad van rang 10 of 11</p> <p>3° ambtenaar titularis van een graad van rang 27</p> <p>4° ambtenaar titularis van een graad van rang 25 of 26</p>	<p>Onmiddellijke hiërarchische meerdere en onmiddellijke hiërarchische meerdere van ten minste rang 12 bevoegd met toepassing van de artikelen 87, 88 en 90 van het Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals het op de « ONE » van toepassing werd verklaard bij het besluit van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « l'Office de la Naissance et de l'Enfance »</p> <p>1° de 2 ambtenaaren-generaal onder wier effectief gezag de ambtenaar zich het dichtst bevindt.</p> <p>2° de ambtenaar titularis van een graad van ten minste rang 12 onder wiens rechtstreeks gezag de te evalueren ambtenaar zich bevindt volgens de dienststructuur waarin hij tewerkgesteld is en de ambtenaar-generaal van een hogere rang dan de graad waarvan de onmiddellijke hiërarchische meerdere titularis is en van wie de te evalueren ambtenaar het meest rechtstreeks afhangt.</p> <p>3° de ambtenaar titularis van een graad van niveau 1 onder wiens rechtstreeks gezag de te evalueren ambtenaar zich bevindt volgens de dienststructuur waarin hij tewerkgesteld is en de ambtenaar titularis van een graad van ten minste rang 12, die hoger is dan de graad waarvan de onmiddellijke hiërarchische meerdere titularis is en van wie de te evalueren ambtenaar het meest rechtstreeks afhangt.</p> <p>4° de ambtenaar titularis van een graad van rang 27 of, bij onstentenis, van een graad van niveau 1 onder wiens rechtstreeks gezag de te evalueren ambtenaar zich bevindt volgens de dienststructuur waarin hij tewerkgesteld is en de ambtenaar titularis van een graad van ten minste rang 12, die hoger is dan de graad waarvan de onmiddellijke hiërarchische meerdere titularis is en van wie de te evalueren ambtenaar het meest rechtstreeks afhangt.</p>
---	--

5° ambtenaar titularis van een graad van rang 22	5° de ambtenaar titularis van een graad van rang 27 of, bij onstentenis, van een graad van niveau 1 onder wiens rechtstreeks gezag de te evalueren ambtenaar zich bevindt volgens de dienststructuur waarin hij tewerkgesteld is en de ambtenaar titularis van een graad van ten minste rang 12, die hoger is dan de graad waarvan de onmiddellijke hiërarchische meerdere titularis is en van wie de te evalueren ambtenaar het meest rechtstreeks afhangt.
6° ambtenaar titularis van een graad van niveau 3 of 4 of van een graad van rang 20 of 21	6° de ambtenaar titularis van een graad van rang 22 of, bij onstentenis, van een graad van rang 27 of van niveau 1 onder wiens rechtstreeks gezag de te evalueren ambtenaar zich bevindt volgens de dienststructuur waarin hij tewerkgesteld is en de ambtenaar titularis van een graad van ten minste rang 12, die hoger is dan de graad waarvan de onmiddellijke hiërarchische meerdere titularis is en van wie de te evalueren ambtenaar het meest rechtstreeks afhangt.
II. Stage Stagiaire	Onmiddellijke hiërarchische meerdere bevoegd met toepassing van artikel 23 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de regering van de Franse Gemeenschap, zoals het op de « ONE » van toepassing werd verklaard bij het besluit van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « l'Office de la Naissance et de l'Enfance ».
1° kandidaat van niveau 1 of 2+	1° de ambtenaar titularis van een graad van ten minste rang 15 onder wiens rechtstreeks gezag de stagiair zich bevindt
2° kandidaat van niveau 2, 3 of 4	2° de ambtenaar titularis van een graad van rang 22 of, bij onstentenis, van een graad van rang 27 of van niveau 1 onder wiens rechtstreeks gezag de stagiair zich bevindt.
III. Tuchtregeling Ambtenaar onderworpen aan de tuchtregeling	Onmiddellijke hiërarchische meerdere bevoegd met toepassing van artikel 103 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals het op de « ONE » van toepassing werd verklaard bij het besluit van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « l'Office de la Naissance et de l'Enfance »
1° ambtenaar titularis van een graad van rang 12, 15 of 16	1° de ambtenaar-generaal onder wiens gezag de betrokken ambtenaar zich bevindt.
2° ambtenaar titularis van een graad van niveau 2+, 2, 3 of 4 of van een graad van rang 10 of 11	2° de ambtenaar titularis van een graad van ten minste rang 12 van wie de ambtenaar het meest rechtstreeks afhangt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 1999 tot aanwijzing, voor de « Office de la Naissance et de l'Enfance », van de hiërarchische meerdere bevoegd inzake evaluatie, stage en tuchtregeling met toepassing van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Vanwege de regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het onderwijs, de audiovisuele sector, de hulpverlening aan de jeugd, het kindweldzijn en de gezondheidspromotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE